

L'individu apprend en premier lieu ses devoirs de bon citoyen dans un foyer pour étudiants et au sein de la communauté, auprès d'amis et de personnes qu'il admire. C'est là qu'il l'apprend ou pas du tout. Ce qui a contribué plus que toute autre chose à faire des citoyens médiocres, c'est le fait de forcer un étudiant malheureux à rester assis pendant six heures par jour entre les murs d'une école, ce qui représente pour la nation des dépenses de milliards de dollars—2 milliards par an dans la province de l'Ontario uniquement—au lieu de l'envoyer dans une entreprise où l'on acquiert un esprit d'initiative et où l'enseignement se fait dans l'esprit d'un Canada nouveau. Cela a probablement contribué plus que toute autre chose à miner l'esprit d'initiative qui devrait caractériser notre grande nation.

En plus, donc, de chercher d'autres solutions, nous devrions chercher de nouvelles voies où canaliser l'énergie de la jeunesse d'aujourd'hui pour que cette énergie ne se perde pas en déception, ne s'écoule en aigreur ou dans une résignation totale. Cette question est donc plus urgente que celle d'une emprise américaine totale dont certains ont peur: nous devons maintenant diriger nos efforts, non pas vers des projets temporaires pour créer des emplois, comme on le fait en ce moment, mais vers des projets de lancement, des initiatives appuyées par le gouvernement dans l'espoir que les entreprises qu'il aide de cette façon puissent devenir indépendantes et créer d'elles-mêmes des emplois et des services. La prospérité du Canada doit s'appuyer sur le développement de ses ressources humaines. Il ne faut plus que l'on considère le Canada comme un pays de richesses fabuleuses dont on peut saigner les ressources ou s'en servir à volonté—comme on irait à la banque pour de l'argent. Ces richesses sont en train de s'épuiser. La prospérité du Canada ne peut plus se fonder sur une politique d'épuisement des ressources. Les estimations ont démontré que l'Australie possède des ressources naturelles égales aux nôtres. Le Brésil en a plus que l'Australie et le Canada ensemble, et la Sibérie, plus que ces trois pays.

• (1640)

Nous vivons dans un monde économique incertain où la seule garantie est le développement des ressources humaines. Le bill C-132 tend à la création d'un Canada meilleur en encourageant les Canadiens à conserver la maîtrise de leur propre destin économique. Telle est la formule que propose ce bill. La Chambre devrait plutôt se préoccuper d'un changement radical de politique, chose dont le Canada a énormément besoin pour sa prospérité future.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je dois expliquer d'abord mon retard à prendre la parole, ce que je n'étais pas censé faire. C'était plutôt un de mes collègues qui allait traiter de ce sujet, mais comme les moyens de transport ne sont pas toujours les plus efficaces dans la province de Québec, il arrive souvent des contretemps.

Je suis quand même très heureux de pouvoir dire quelques mots sur le bill C-132, intitulé «Loi prévoyant l'examen et l'appréciation des prises de contrôle d'entreprises commerciales canadiennes par certaines personnes et ceux de la création, par certaines personnes, d'entreprises nouvelles au Canada».

Monsieur l'Orateur, après avoir entendu le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) présenter la motion portant deuxième lecture du bill C-132, je me suis

Examen de l'investissement étranger

posé plusieurs questions. Je me demandais, par exemple, ce que va apporter à l'économie canadienne l'adoption d'un tel bill, proposant un examen et une appréciation des prises de contrôle d'entreprises commerciales canadiennes.

Il y a 11 ans que je suis député et que j'entends dire, en cette enceinte, qu'il faut à tout prix faire quelque chose pour encourager nos industriels ou commerçants canadiens, afin de les protéger contre le géant américain et contre tout contrôle étranger sur l'économie canadienne. Est-ce que nous trouverons une réponse concrète à la question que se posent tous les Canadiens dans le bill C-132? Je dis non, monsieur l'Orateur, et je m'appuie sur les paroles du ministre lui-même quand il dit, et je cite:

Je ne pense pas que ce bill modifie la situation du Canada du jour au lendemain.

Il est bien entendu qu'un bill qui ne propose qu'un examen, qu'une étude, qu'une appréciation des prises de contrôle de nos entreprises canadiennes par les étrangers, ne peut assurer une action concrète et immédiate susceptible de régler ce problème que tous les Canadiens connaissent parfaitement, savoir que tous nos gouvernements, depuis 100 ans, ont vendu notre économie aux étrangers, pour ne retenir que quelques bribes d'administration pour le peuple canadien. Je dis que c'est un autre écran de fumée destiné à camoufler leur honte et laisser quelque espoir aux Canadiens, au moins jusqu'aux prochaines élections, et la manière d'agir caractéristique d'un gouvernement qui ne manœuvre qu'en vue d'élections prochaines.

Pour prouver que la crainte est le commencement de la sagesse, j'ai noté une déclaration de l'honorable ministre, au début de son discours,—déclaration pleine de vérité d'ailleurs—et je cite:

... l'avenir du Canada ne se fera pas de lui-même et ne doit pas être laissé uniquement au gré de facteurs extérieurs, si importants soient-ils.

A ce moment-là, certains députés ont dit:

Bravo!

Oui, monsieur l'Orateur: «Bravo!» Mais ce n'est pas nouveau. Beaucoup d'autres ministres et députés ont prononcé ces paroles bien avant le ministre actuel. Si ce sont les fonctionnaires qui lui ont inspiré ces paroles, je leur conseillerais de moderniser leur littérature.

Plus loin, l'honorable ministre a également déclaré qu'il nous fallait faire l'examen de ce qui existe dans la réalité, savoir le contrôle étranger sur nos entreprises canadiennes.

J'invite l'honorable ministre à pousser encore plus loin sa recherche, puisque nous devrions avoir dépassé l'étape des études dans ce domaine. Au fait, tous savent que nos mines sont possédées à 80 p. 100 par des étrangers, de même que 90 p. 100 de notre pétrole et 60 p. 100 de nos industries de fabrication. Tout cela est bien connu du ministre comme de toute la population du Canada. L'honorable ministre reconnaît tout cela, mais il oublie de dire pourquoi cela s'est produit.

Pourquoi les Américains achètent-ils à la douzaine nos industries canadiennes?

Au fait, on dirait que lorsqu'une industrie de fabrication ou de commercialisation semble florissante, les deux gouvernements, à tour de rôle, s'acharnent sur cette industrie en la bombardant de taxes et d'impôts de toutes sortes, si bien que vient un jour où elle ne peut plus subsister et est obligée de recourir aux maisons de finance. A ce